

FLY

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros

Siège social : 90, rue de Guebwiller 68260 Kingersheim

RCS MULHOUSE TI 345 029 474

**DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 3 FEVRIER 2017**

PROCES-VERBAL

L'an deux-mille-dix-sept,

Le trois février

A dix heures,

La société **FLY GROUP**, société par actions simplifiée, immatriculée sous le numéro RCS MULHOUSE TI 945 850 568, dont le siège social est situé à Kingersheim, (68260), 90, route de Guebwiller, représentée par son Président, Monsieur Nicolas FINK, dûment habilité à l'effet des présentes,

Associé unique de la société FLY, identifiée en en-tête des présentes (ci-après « **la Société** »),

Après avoir pris connaissance des rapports établis par le Président et le commissaire aux comptes de la Société,

A pris les décisions suivantes concernant la Société et relatives à l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR

- Rapport du Président,
- Augmentation du capital social d'un montant de 15.000.000 d'euros par incorporation de créance et élévation de la valeur nominale de chacune des 1.000 actions composant le capital social, cette valeur nominale passant de 100 euros à 15.100 euros, à souscrire par l'associé unique, FLY GROUP,
- Pouvoirs au Président pour constater l'augmentation définitive du capital social et modifier en conséquence l'article 7 des statuts relatif au capital social,
- Délégation de compétence au Président à l'effet de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés dans la limite d'un montant maximum d'augmentation de capital de 3.000 euros ;
- Rapport du commissaire aux comptes sur le projet de délégation de compétence au Président à l'effet de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés,
- Pouvoirs en vue des formalités.

X

PREMIERE DECISION *(augmentation du capital social d'un montant de 15.000.000 d'euros par incorporation de créance et élévation de la valeur nominale de chacune des 1.000 actions composant le capital social, cette valeur nominale passant de 100 euros à 15.100 euros, à souscrire par l'associé unique, FLY GROUP)*

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, et après avoir constaté que le capital social actuel de la Société est intégralement libéré, décide de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 15.000.000 d'euros, qui portera le capital social de la Société à 15.100.000 euros.

Cette augmentation de capital en numéraire est effectuée par majoration du montant nominal des actions, portant de 100 euros à 15.100 euros la valeur nominale de chacune des 1.000 actions existantes, soit un prix de souscription à l'augmentation de capital de 15.000 euros pour chaque action actuelle, avec le consentement de l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article L. 225-130 alinéa 2 du Code de commerce.

La souscription à l'augmentation de capital et la libération corrélative est à effectuer ce jour par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

DEUXIEME DECISION *(pouvoirs au Président pour constater l'augmentation du capital et pour modifier l'article 7 des statuts relatif au capital social)*

L'associé unique donne tous pouvoir au Président de la Société pour constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital objet de la décision ci-dessus, portant le capital social de la Société à 15.100 000 euros, divisé en 1.000 actions d'une valeur de 15.100 euros chacune.

Corrélativement, l'associé unique confie au Président de la Société le pouvoir de modifier l'article 7 des statuts relatif au capital social de la manière suivante :

« Article 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions cent mille (15.100.000) euros. Il est divisé en mille (1.000) actions de quinze mille cent euros (15.100) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées. »

TROISIEME DECISION *(délégation de compétence au Président à l'effet de procéder à une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés dans la limite d'un montant maximum d'augmentation du capital de 3.000 euros)*

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes sur le projet d'augmentation de capital réservée aux salariés demandant à l'associé unique :

- de statuer sur un projet d'augmentation de capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, en suivant les procédures prévues par les articles L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail,

- et en conséquence de donner au Président tous pouvoirs pour :

- augmenter, s'il le juge utile, le capital de la société d'un montant maximum de 3.000 euros sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, par l'émission d'actions nouvelles, destinées à être souscrites exclusivement par les salariés du groupe dont fait partie la société et pouvant adhérer à un plan d'épargne d'entreprise susceptible d'être mis en place sur les actions de la société dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail,

ladite autorisation emportant, au profit des salariés souscripteurs, suppression du droit préférentiel de souscription correspondant aux actions qui seront émises dans le cadre de cette autorisation et étant valable pour une durée de 18 mois à compter de ce jour,

- réaliser, dans la limite du plafond d'augmentation du capital susvisé déterminé par l'associé unique, l'émission d'actions nouvelles réservées aux salariés ;
- fixer les modalités de cette émission ;
- déterminer le prix de souscription conformément aux méthodes objectives retenues en matière d'évaluation d'actions en tenant compte, selon une pondération appropriée à chaque cas, de la situation nette comptable, de la rentabilité et des perspectives d'activité de l'entreprise et en appliquant une décote sur la valeur ainsi déterminée qui ne pourra pas excéder 20 % ;
- prévoir la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital correspondante ;
- accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à effet de rendre définitives l'augmentation ou les augmentations de capital à réaliser en exécution de la présente décision ;
- procéder à la modification corrélative des statuts, établir tous rapports complémentaires et faire tout ce qui sera nécessaire ;

décide de ne pas consentir cette autorisation au Président.

QUATRIEME DECISION *(Pouvoirs en vue des formalités)*

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal constatant ses décisions en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité, y compris tous dépôts au greffe du Tribunal d'Instance de MULHOUSE.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

Associé unique	Signature	Paraphe
Pour la société FLY GROUP Nicolas FINK		

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MULHOUSE

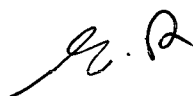
Le 06/02/2017 Dossier 2017 00090, référence 2017 A 00072

Enregistrement : 500 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Cinq cents euros

Montant reçu : 500 €

L'Agent administratif des finances publiques




DI STEFANO Evelyne

FLY

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 euros

Siège social : 90, rue de Guebwiller 68260

RCS MULHOUSE TI 345 029 474

**DECISION DU PRESIDENT
DU 3 FEVRIER 2017**

L'an deux-mille-dix-sept,
Le trois février,
A dix-sept heures,

La soussignée,

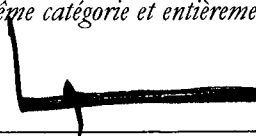
La société **FLY GROUP**, société par actions simplifiée immatriculée sous le numéro RCS MULHOUSE TI 945 850 568, dont le siège social est situé à Kingersheim (68260), 90, route de Guebwiller, représentée par son Président, Monsieur Nicolas FINCK, dûment habilité à l'effet des présentes,

Agissant en qualité de Président de la société FLY, identifiée en en-tête des présentes (ci-après la « **Société** »), et conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés par les décisions de l'associé unique de la Société du 3 février 2017,

- Après avoir pris acte de la décision de l'associé unique de la Société, la société **FLY GROUP**, de procéder à une augmentation du capital social de la Société d'un montant de 15.000.000 d'euros par incorporation de créance et élévation de la valeur nominale des 1.000 actions existantes, et constaté que l'associé unique a souscrit l'intégralité de ladite augmentation de capital, libérée en totalité par compensation à due concurrence avec une créance liquide et exigible sur la Société, ladite libération par compensation de créance ayant fait l'objet d'un certificat de dépositaire du commissaire aux comptes en date du 3 février 2017;
- Et actant la clôture anticipée de la période de souscription compte tenu de la souscription de l'intégralité de l'augmentation de capital par l'associé unique,
- Constate la réalisation définitive de cette augmentation de capital, portant le capital social de la Société à la somme de 15.100.000 euros,
- Constate la modification corrélative de l'article 7 des statuts de la Société, qui devient rédigé comme suit :

« Article 7. CAPITAL SOCIAL »

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions cent mille (15.100.000) euros. Il est divisé en mille (1.000) actions de quinze mille cent euros (15.100) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées. »



Le Président
FLY GROUP
Représentée par Nicolas FINCK

FLY

Certificat du dépositaire
établi par le Commissaire aux Comptes

20 AVENUE DE LA PAIX - BP 60003 - 67080 STRASBOURG
TÉL : +33 (0)3 88 15 45 50 - FAX : +33 (0)3 88 37 00 39 - www.mazars.fr

MAZARS
SOCIÉTÉ ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 400 000 EUROS - RCS STRASBOURG B 348 600 990 - SIRET 348 600 990 000176920Z
TVA INTRACOMMUNAUTAIRE : FR 04 348 600 990


Praxity
MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF
INDEPENDENT FIRMS

FLY

90, rue de Guebwiller - 68260 KINGERSHEIM
Société par Actions Simplifiée au capital de 100 000 €
RCS MULHOUSE 345 029 474

Certificat du dépositaire
établi par le Commissaire aux Comptes

Au Président,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission afin d'établir le certificat prévu à l'article L. 225-146 alinéa 2 du Code de commerce.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier :

- le bulletin de souscription par lequel FLY GROUP a souscrit à l'augmentation de capital au pair par augmentation de la valeur nominale unitaire des actions existantes de la société FLY, soit 15 000 euros par action, à l'occasion d'une augmentation de capital décidée par l'associé unique le 3 février 2017 ;
- la déclaration incluse dans le bulletin manifestant la décision de FLY GROUP de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'il possède sur la société ;
- l'arrêté de compte établi le 20 janvier 2017 par le Président de la société dont nous avons certifié l'exactitude le 20 janvier 2017, duquel il ressort que FLY GROUP possède sur la société FLY une créance de 26 135 109 euros ;
- le caractère liquide et exigible de cette créance ;
- l'écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des actions.

FLY SAS

Certificat du dépositaire

Sur la base de ces vérifications, nous délivrons le présent certificat qui tient lieu de certificat du dépositaire.

Fait à Strasbourg, le 3 février 2017

Le Commissaire aux Comptes

MAZARS



Valentin WITTMANN

Fly SAS

Société par actions simplifiée au capital de 15.100.000 euros

Siège social : 90 rue de Guebwiller – 68260 Kingersheim

STATUTS

mis à jour au 3 février 2017

Pour copie certifiée conforme :



Le Président
FLY GROUP
Représentée par Nicolas FINCK

Article 1 **Forme**

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut pas recourir à l'offre au public de titres financiers.

Article 2 **Objet**

La Société a pour objet, directement et indirectement, en France et à l'étranger le commerce sous toutes ses formes:

- des appareils d'électricité, de radio et de télévision, des appareils ménagers et électroménagers, machines à coudre, photographie, cinématographie et tous accessoires magnétophones et appareils d'enregistrement et de phonie en générale ;
- de tous articles d'ameublement, meubles en tous genres, tissus d'ameublement, luminaires et articles de décoration en général ;
- de tous articles de sport et de camping et caravaning, ainsi que tous articles pour enfants (jouets, jeux, vêtement, et tous objets utilisés par les enfants ou pour les enfants) ;
- de tous articles de quincaillerie, articles de jardin, revêtements de sols, papiers peints et tous objet s'y rattachant ;
- de tous matériels et machines pour le bureau ;
- de tous articles pour cadeaux (cristallerie, verrerie, porcelaine, maroquinerie, orfèvrerie, etc.), ainsi que de tous articles de parfumerie, de tous vêtements masculins et féminins, ainsi que du linge de maison et couvertures ;
- de tous articles de librairie et de papeterie ; de tous articles d'horlogerie et de bijouterie ; d'agence de voyages et de spectacles et de tourisme en général, ainsi que toutes opérations d'installation, d'entretien ou de réparation des articles faisant l'objet des commerces sus énoncés ;

Et également :

- l'installation, l'entretien ou la réparation de toutes catégories d'articles ;
- la commission, la représentation, l'agence, la participation à toutes entreprises ayant un objet similaire ou connexe, par voie d'association, de représentation, d'agence, de commission, de location, de gérance libre ou autrement ;
- ainsi que toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières ou financières, se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus énoncés, ou susceptibles d'en favoriser l'extension et le développement.

Article 3 **Dénomination**

La dénomination de la Société est : **Fly**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots « *société par actions simplifiée* » ou des initiales « *S.A.S.* » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro d'identification de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Article 4 Siège social

Le siège social est fixé au 90 rue de Guebwiller - 68260 Kingersheim. Il peut être transféré en tout endroit, en France et à l'étranger, par décision du Président.

Article 5 Durée

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Article 6 Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.

Article 7 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de quinze millions cent mille (15.100.000) euros. Il est divisé en mille (1.000) actions de quinze mille cent euros (15.100) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Article 8 Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux présents statuts.

Article 9 Libération des actions

Les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital résultant pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

Les actions rémunérant un apport en nature doivent également être intégralement libérées dès leur émission.

Dans tous les autres cas, les actions de numéraire peuvent être libérées du quart seulement de leur valeur nominale au moment de leur souscription et de la totalité de la prime d'émission. Le surplus doit être versé dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 10 Forme des actions - Indivisibilité

Les actions émises par la Société ont la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés à l'occasion des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Article 11 Nue-propriété – usufruit

Le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propiétaire pour les décisions extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire aura le droit de participer aux décisions collectives.

Article 12 Droits et obligations attachés aux actions

12.1 Droits sur les bénéfices et sur l'actif social

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition au cours de la vie de la Société comme en cas de liquidation.

12.2 Droits de vote et de participation aux assemblées

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

12.3 Droits et obligations générales

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions collectives des associés ou, le cas échéant, aux décisions de l'associé unique.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente, du nombre d'actions nécessaires.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Article 13 Direction de la Société

13.1 Président

La Société est administrée par un président personne physique ou personne morale ayant obligatoirement la qualité d'associé (ci-après le « **Président** »).

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par une décision collective des associés ou de l'associé unique selon le cas.

Sauf précision contraire apportée dans la décision de nomination du Président, la durée du mandat du Président est indéterminée. Lorsqu'il est stipulé une durée des fonctions du Président, son mandat est en tout état de cause renouvelable sans limitation, et s'il est renouvelé sans précision relative à sa durée, il l'est pour une durée indéterminée.

Le Président est révocable à tout moment par décision collective des associés ou de l'associé unique, selon le cas. La décision de révocation nécessite un juste motif.

Le Président peut percevoir une rémunération dont le montant est fixé par décision collective des associés et peut être remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

13.2 Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du Président sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes. En cas de changement de Président, les délégations de pouvoirs en cours subsistent sauf révocation par le nouveau Président.

Le Président est l'organe auprès duquel, le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi.

13.3 Directeur général et Directeurs Généraux Délégués

Le Président peut être assisté par un directeur général (le « **Directeur Général** »), et le cas échéant par un ou plusieurs directeurs généraux délégués (individuellement un « **Directeur Général Délégué** »), personnes physiques ou personnes morales désignés par décision collective des associés et dont les pouvoirs, la durée des fonctions et les conditions de révocation sont identiques à ceux du Président.

Le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par décision collective des associés. Le Directeur Général et les Directeurs Généraux Délégués sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Article 14 Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés et exercent leur mission de contrôle lorsque les dispositions légales et réglementaires y obligent. A défaut, un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision collective des associés statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants sont nommés concomitamment et pour la même durée que le(s) commissaire(s) aux comptes titulaire(s). Ils doivent accomplir leurs missions dans les conditions et dans le cadre des pouvoirs définis par la législation en vigueur.

Article 15 Décisions des associés

15.1 Nature et majorité

Les décisions collectives des associés sont dites ordinaires ou extraordinaires.

Quel que soit le mode de consultation retenu, la collectivité des associés statue sur la base d'un ordre du jour arrêté par le Président et dans les strictes limites de cet ordre du jour.

15.1.1 Décisions de nature ordinaire

Sont de nature ordinaire, toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

La collectivité des associés ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou s'étant exprimés (selon le mode de consultation retenu), possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

La collectivité des associés statue à la majorité simple des voix dont disposent les associés présents, représentés ou s'étant exprimés (selon le mode de consultation retenu).

15.1.2 Décisions de nature extraordinaire

Sont de nature extraordinaire toutes les décisions emportant modification directe ou indirecte des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent expressément qu'elles revêtent une telle nature.

Relèvent ainsi exclusivement d'une décision extraordinaire des associés, sans que la liste ci-après soit limitative :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ;
- les fusions, scissions, apports partiels d'actif soumis au régime des scissions ;
- l'agrément des Transferts de Titres ;
- la dissolution de la Société ; ou
- la transformation de la Société en une autre forme de société.

La collectivité des associés ne délibère valablement, sur première consultation, que si les associés présents, représentés ou s'étant exprimés (selon le mode de consultation retenu), possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième consultation, aucun quorum n'est requis.

Sauf stipulation contraire des présents statuts, la collectivité des associés statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents, représentés ou s'étant exprimés (selon le mode de consultation retenu).

15.2 Modalités de consultation des associés

15.2.1 Pluralité d'associés

Les décisions collectives des associés sont provoquées, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, à l'initiative du Président, ou, en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, ou encore par le commissaire aux comptes (lorsqu'il en existe), celui-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'organiser la consultation des associés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et, sous réserve de l'existence éventuelle d'actions à droit de vote multiple, dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter, pour la prise des décisions collectives, par un autre associé, qui doit justifier de son mandat en le communiquant au Président.

La consultation des associés peut s'effectuer en assemblée, par consultation écrite, télécopie, courrier électronique, conférence téléphonique, visioconférence ou tout moyen de communication à distance ou encore par tout acte sous seing privé.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à la réunion par des moyens de conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication à distance dont la nature et les conditions d'application sont fixées, le cas échéant, par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Quelles que soient les modalités de consultation des associés, la présence de l'un d'eux lors de toute réunion tenue à cette fin, ou la signature par lui de tout document formalisant la décision collective des associés, vaudra acceptation sans réserve par l'associé concerné des modalités de consultation (notamment s'agissant des documents et informations communiqués) et renonciation de sa part à toute contestation sur ce point.

Assemblée générale

Lorsqu'une décision collective doit être prise en assemblée générale, une convocation doit être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, ou courrier électronique à chaque associé, indiquant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, avec un préavis de cinq (5) jours ouvrés aux fins de permettre aux associés de participer à cette assemblée.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale sans délai et peut prendre toute décision sur toutes questions, indépendamment de tout ordre du jour ; toutefois, si un associé estime qu'il n'est pas informé de manière appropriée pour voter sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, cet associé peut demander que cette question soit examinée lors d'une prochaine assemblée.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit un président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans la convocation.

Acte sous seing privé

La consultation des associés peut résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés

ou leurs mandataires.

Consultation écrite

Lorsqu'une décision collective doit être prise par consultation écrite, le texte des résolutions proposées est adressé par l'initiateur de la consultation à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, ou courrier électronique permettant à l'associé d'exprimer, pour chaque résolution proposée, un vote « pour », un vote « contre » ou un vote « abstention ».

Les associés disposent d'un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant sa réception pour adresser au Président leur réponse également par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, ou courrier électronique.

Toute abstention exprimée lors de la consultation écrite ainsi que l'absence d'indication de vote ou le fait pour l'associé de ne pas faire parvenir sa réponse dans le délai visé ci-dessus seront assimilés à une abstention.

Autres modes de consultation

En cas de consultation organisée autrement que par assemblée, acte sous seing privé ou consultation écrite, les associés doivent transmettre leur vote au Président, ou à l'initiateur de la convocation si ce dernier n'est pas le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie, courrier électronique ou verbalement, au plus tard à la date fixée par l'auteur de la consultation pour la décision collective. Le vote transmis par chacun des associés est définitif.

Tout associé qui émet un vote d'abstention sur une résolution est réputé avoir émis un vote favorable à l'adoption de ladite résolution.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus ou qui omet de faire mention d'une indication de vote sur une résolution est réputé absent pour le vote de la résolution considérée. Ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité pour le vote de cette même résolution.

15.2.2 Associé unique

Les décisions de l'associé unique sont prises à la seule initiative de l'associé unique ou provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige soit par le Président, ou en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, ou encore par le commissaire aux comptes lorsqu'il en existe, celui-ci ne pouvant agir qu'après avoir vainement demandé au Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'organiser la consultation de l'associé unique.

Si l'initiateur de la consultation n'est pas l'associé unique, il doit adresser à ce dernier une convocation indiquant la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie ou courrier électronique dix (10) jours ouvrés au moins avant la date fixée par l'auteur de la consultation pour la prise des décisions et doit communiquer à l'associé unique un rapport, le texte des projets de décisions, ainsi que tout document utile à l'information de l'associé unique, préalablement à la prise des décisions.

Article 16 Constatation des décisions des associés ou de l'associé unique

16.1 Pluralité d'associés

Les associés prenant part aux débats par conférence téléphonique ou visioconférence peuvent

demander à signer une copie du procès-verbal pour approbation. Le président de séance peut leur demander de confirmer leur vote par tout moyen.

Les décisions de la collectivité des associés résultant du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé indiquent la date de la décision, l'identité de tous les associés participants et de leurs mandataires (pour les personnes morales, le représentant), les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats et le cas échéant, le texte des résolutions sur lesquelles porte la décision. L'acte constatant la décision est signé par chacun des associés ou leurs mandataires.

En cas de pluralité d'associés et de consultation organisée autrement qu'en assemblée ou que par un acte sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires, le Président doit informer chacun des associés du résultat de cette consultation par lettre simple, télécopie, télex, ou courrier électronique, au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés de la date de la décision collective.

Les procès-verbaux de décisions collectives d'associés, ainsi que toutes décisions prises par acte sous seing privé, sont établis et signés par le Président.

Aux procès-verbaux doivent être annexés les pouvoirs des associés dans le cas où ils ne sont pas représentés par leur représentant légal.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article R. 221-3 du code de commerce.

16.2 Associé unique

Les décisions prises par l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux qui indiquent les documents et, le cas échéant, les rapports examinés et le texte des décisions adoptées. Les procès-verbaux sont signés par l'associé unique et par le Président de la Société, le cas échéant séparément.

Ces procès-verbaux sont consignés dans un registre coté, paraphé et tenu selon les modalités précisées à l'article R. 221-3 du code de commerce.

Article 17 Inventaire - Comptes annuels - documents de gestion prévisionnelle

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Article 18 Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme

de dividendes et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés, ou à l'associé unique selon le cas, lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

En outre, l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, selon le cas, peut, après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives : en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont affectées au compte de report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices reportés des exercices antérieurs ou ultérieurs, jusqu'à extinction.

Chacune des actions donnera droit au même dividende.

Article 19 Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent la présentation aux associés, ou à l'associé unique le cas échéant, pour approbation, des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de provoquer une décision collective des associés, ou de l'associé unique selon le cas, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 20 Transformation

La Société peut se transformer en société de toute autre forme dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les présents statuts.

Article 21 Dissolution – Liquidation

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire de sa durée, sauf prorogation régulière, ou s'il survient une cause de dissolution prévue par la loi.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. Les associés conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La décision collective des associés, ou de l'associé unique selon le cas, qui prononce la dissolution, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de sa liquidation, jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention « *Société en liquidation* » ainsi que du ou des noms des liquidateurs sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à clôture de la liquidation.

Le boni de liquidation après remboursement aux associés du montant nominal et non amorti de leurs actions est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.